

«Alors, quand est-ce qu'on touche le fond ?»

«Grave», «irréelle», «violente» : des électeurs donnent leur vision de la crise à deux députés, l'un PS, l'autre UMP.

OLIVIER BERTRAND (à Lyon) et **XAVIER RENARD** (à Tours)

Les députés sont en première ligne pour entendre les inquiétudes, la colère parfois, des Français dépassés par la crise. Exemples à Lyon, avec un élu socialiste, et à Joué-lès-Tours, à la permanence du député UMP.

à Lyon, café de crise

Le patron de la brasserie s'essuie les mains dans un torchon pour saluer, jovial, son député. Pierre-Alain Muet, ex-conseiller économique de Jospin, fait la tournée des commerçants de la Croix-Rousse, avant une réunion prévue avec des militants. Il s'enquiert de leurs craintes au sujet de la crise. Le patron fait la moue : *«Mes clients ne parlent que de ça, mais moi je ne la sens pas trop. Avec des produits frais, un bon cuisinier et un menu à 12 euros, on fait encore le plein.»* Mais l'incertitude gagne. Vendredi, un groupe est arrivé vers 23 heures, pour dîner. *«D'habitude, poursuit le patron, mon chef tord le pied à cette heure-là quand je prends des commandes. Là, il s'est dit qu'il valait mieux prendre les clients tant qu'on en a.»* L'inquiétude est diffuse. La crise intéresse tout le monde. Un passant glisse en saluant le député : *«On a encore perdu 8 % hier !»* Un autre l'interroge : *«Alors, quand est-ce qu'on touche le fond ?»*

Le parlementaire avait organisé jeudi une réunion de quartier. Plus de 70 personnes sont venues, contre une vingtaine d'ordinaire. Elles l'ont bombardé de questions. Faut-il retirer son épargne ? Est-ce la plus grosse crise depuis 1929 ? La France est-elle au bord du gouffre ? Il a annulé son rendez-vous suivant et le café de crise a duré deux bonnes heures.

Ce samedi matin, il s'attarde dans une boulangerie. La vendeuse lui raconte que l'activité aurait chuté depuis six mois. La baisse du pouvoir d'achat se confond avec la crise dans les discussions. Les commerçants s'inquiètent du moral de leurs clients. Une fleuriste dit que c'est *«très violent»*, que la crise *«tourne à la psychose.»* L'employée d'une parfumerie explique que la télévision amplifie les peurs. *«Ils ont une mine tellement lugubre qu'on se dit que ce doit être grave.»* Le député sourit, puis hoche la tête plus gravement lorsque la jeune fille ajoute : *«Au début, ça me semblait irréel. On parlait de milliards, c'est tellement loin ! Aujourd'hui, je me demande quand ça va me toucher dans ma vie de salariée.»* Sa patronne raconte que la crise a pour l'instant un effet très paradoxal. Elle doperait les ventes. *«Nos clientes ont peur de l'avenir, peur que l'argent se dévalue. Alors elles préfèrent acheter du parfum tant qu'elles peuvent, pour calmer leurs angoisses. Les achats compulsifs apaisent.»* Plusieurs commerçants confirment. Mais cela ne concernerait pas tous les clients. *«On fait plus de chiffre d'affaires, mais on est en train de perdre toute une masse de clients»*, ajoute la patronne de la parfumerie.

Le député rejoint ensuite sa réunion de militants. Il explique la crise avec des mots simples, décrypte la titrisation, décortique les jeux de dominos qui ont entraîné les

chutes en cascade. Les 25 militants débordent de questions. Philippe se demande si Général Motors ne va pas faire faillite. Georges s'inquiète pour son assurance-vie. Plusieurs s'étonnent que l'on peine à trouver un milliard pour le RSA, avant d'en débloquer trois en quelques heures pour sauver Dexia. *«Nos libéraux sont devenus de grands régulateurs»*, répond en souriant le député. Claire, retraitée, prend la parole pour expliquer qu'elle se chauffe moins, qu'elle n'achète plus d'eau minérale. Selon elle, *«le peuple a la peur au ventre»*. Elle prédit que cela va se transformer en colère.

à joué-lès-tours, la colère

Dans les locaux de sa permanence parlementaire, Michel Lezeau, le suppléant UMP d'Hervé Novelli, secrétaire d'Etat chargé du Commerce, reçoit des gens *«principalement préoccupés par la question de l'emploi»*. Ce qui ne signifie pas que la crise financière n'est pas présente dans les têtes : *«Elle revient de plus en plus dans les discussions. Nombreux sont ceux qui ont la dent dure contre les banquiers. Certains me reparlent de Kerviel, Tapie, du Lyonnais. On mélange un peu tout.»* Quelques personnes directement touchées par les effets de la récession commencent aussi à taper à sa porte. Ainsi, Jacques, chef d'entreprise de 67 ans encore en activité malgré ses *«quarante ans dans le BTP»*, avait besoin de *«trouver quelqu'un avec qui parler de [ses] difficultés. J'ai pensé à Michel Lezeau que je connais depuis vingt ans.»* Sa banque refuse de lui accorder un prêt reconductible tous les ans, souscrit il y a quelques années pour *«mener à bien une opération de promotion immobilière»* dans une petite ville de Bourgogne. Inquiet mais pas véritablement affolé, le sexagénaire se dit dépité *«devant ces banques qui ne respectent pas leur engagement»*. Et de questionner : *«J'ai un peu de mal à comprendre pourquoi on me coupe les robinets, au point que je risque de mettre la clé sous la porte, alors que l'on consent des prêts sans piper à de grosses boîtes.»* Jacques dit avoir besoin de temps pour vendre ces biens qui peinent à trouver acquéreurs dans un contexte de crise immobilière. En attendant, il a besoin de liquidités. Lezeau oriente le chef d'entreprise vers le dispositif Oseo Entreprises : *«Il faut que vous montiez un dossier pour profiter de cette aide de l'Etat adressée aux PME. Elle est faite pour les entrepreneurs qui ont, comme vous, besoin de consolider leur trésorerie.»*

D'autres sont venus avec des questions moins précises, mais avec autant d'états d'âme. Comme cette retraitée qui, durant son entretien, confie sa *«grande inquiétude pour la génération de [ses] enfants.»* Une angoisse qui se transforme parfois en colère. *«J'ai eu cet après-midi un inspecteur d'Académie à la retraite qui a vu son portefeuille d'actions baissé de 50 %.»* Son épargne financière menacée, cet électeur qui a voté à droite aux dernières élections est venu dire au député ce qu'il pensait *«des pensions de retraite en baisse, du pouvoir d'achat en berne, du financement du RSA...»*